

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

### SOMMAIRE

p.1 et 2 : **L'édito** / p. 2 : **Note de lecture** / p. 3 à 6 : **Place au débat : Macron faux roi d'Europe** / p.6 : **Note de lecture** / p.7 **Actualité sociale : Manifeste pour l'inclusion bancaire** / p.8 : **Coup de gueule : Allo la société « X » ? J'ai besoin d'un conseil**



Nous nous rapprochons de la fin du mandat de Macron et de la prochaine élection présidentielle. Nous avons déjà eu l'occasion dans ce bulletin de faire le bilan de ces 5 dernières années. Pas brillant de notre point de vue, il est excellent pour les libéraux qui se sont fixé pour but de casser toutes les solidarités construites sur des années de luttes, alliance des grèves du Mouvement ouvrier et des combats de la Résistance du peuple français. La victoire de 1981 avait soulevé d'énormes espoirs qui furent, pour la plupart, déçus suite à la lâcheté des gouvernements successifs et à la conversion, pour partie, des responsables dits de gauche, au libéralisme ; les uns et les autres se sont courbés devant les exigences de l'eupéisme destructeur du modèle social français.

Mais ces 5 dernières années ont été les pires. Macron a poursuivi et accéléré l'américanisation de la société française.

Economiquement, socialement, socialement, l'ennemi c'était la République sociale, laïque et universelle. Pouvoir et adoration de l'argent, chacun pour soi et communautarismes, tous destructeurs de ce qui a fait France, ont trouvé un terrain d'expansion comme jamais dans notre histoire.

Nous venons de vivre un nouveau scandale à propos de la gestion des EHPAD privés. Déjà, lors de la 1<sup>ère</sup> période de confinement, l'état des lieux de vie de nos aînés, le manque chronique de personnels de soin et d'accompagnement correctement payés, étaient apparus. Dernièrement la sortie du livre du journaliste indépendant Victor Castanet, « Les fossoyeurs » a mis en exergue que la

maltraitance infligée à nos anciens étaient l'autre face de la fortune faite par les actionnaires des groupes privés français tels Orpéa. D'un côté on sert aux pensionnaires des maisons de retraites des biscottes concassées et de la salade mixée, mélange de salade verte, d'eau et d'épaississant végétal et on fait payer à l'Assurance maladie les compléments alimentaires et les protéines destinés à pallier les carences nutritives. De l'autre côté, la rémunération de l'ancien directeur général du Groupe Orpéa Yves Le Masne s'élève à plus de un million d'euros par an (et sa prime de départ à 2,6 millions d'euros) ce qui ne l'a pas empêché de chercher à s'enrichir encore plus et de faire aujourd'hui l'objet, par le parquet national financier, d'une enquête pour délit d'initié suite à la vente de ses 5 456 actions de la société juste après avoir appris que la gestion des établissements du groupe allait être mise en cause dans un livre à paraître. D'un côté les couches sont rationnées (3 par jour maximum, témoignage d'une aide-soignante) de l'autre nous sommes assaillis de publicités, télévisuelle ou dans nos quotidiens, nous invitant à investir dans un secteur qui rapporte. Et il rapporte : lors du 1<sup>er</sup> semestre 2021, le bénéfice net d'Orpéa était en hausse de 40 % à 102,4 millions d'euros tandis que le chiffre d'affaires augmentait de 8,7 % à 2,07 milliards d'euros, merci pour les actionnaires !

Ce scandale n'est qu'un éclairage de la société qu'on nous impose petit à petit. Quand on installe le libre-échange dans tous les secteurs y compris pour les besoins essentiels, on aboutit forcément à cette société de la honte. Et c'est ce qui a été fait, consciemment ou pas, depuis une trentaine d'années avec la

formidable accélération du quinquennat Macron. La concurrence généralisée a remplacé toute recherche d'égalité et de solidarité. Les services publics sont sciemment privés de moyens financiers et humains afin qu'ils ne soient plus en mesure de remplir leurs fonctions et qu'on puisse les privatiser sans entraîner trop de résistance : France-Télécom, la SNCF, EdF-GdF, la poste y sont passés ; l'hôpital public essaie de maintenir ses vaisseaux à flot dans la tempête de la pandémie : on applaudit les personnels mais on supprime les lits et on impose encore plus de rigueur à sa gestion comptable. Quant à l'école publique, fleuron de notre pays, elle a été consumérisée afin que le privé s'installe : excellence pour les uns, garderie pour les autres.

Autre scandale récent : dans le secteur de l'énergie, si la privatisation des barrages a été reportée, les Français doivent faire face à des augmentations sans précédent ; le prix du carburant a augmenté de 50%, tandis que l'action de Total a doublé en bourse.

Dans ce tableau, si la campagne présidentielle peut avoir une utilité, ce serait en réinstallant au cœur du débat les conditions de la reconstruction de notre pays :

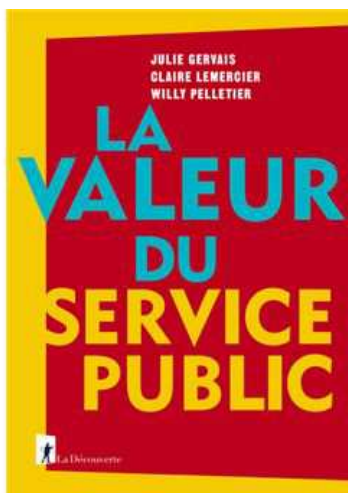
-reconstruction de services publics forts et efficaces : école, santé, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âges, énergie, transports... ;

-retour de la retraite à 60 ans, et qu'on cesse d'organiser la « retraite des morts » par la prolongation du temps de travail ;  
 -amplification de la progressivité de l'impôt et augmentation de l'imposition du capital ;  
 -retour à la souveraineté populaire en s'affranchissant quand nécessaire de la tutelle européenne ;  
 -réindustrialisation de la France, relocalisation de nos entreprises et de nos emplois, protectionnisme ;  
 -augmentation des salaires ;  
 -retour à une sécurité sociale financée par les cotisations et gérée par les cotisants ;  
 -refaire de la France une grande République laïque, émancipatrice et garante du droit des femmes à l'égalité et à la liberté ;  
 -préoccupation environnementale conciliant environnement et développement, rejetant l'écologie punitive qui pénalise les plus défavorisés.

Voilà les sujets sur lesquels Résistance sociale invite ses adhérents et ses lecteurs à interroger les candidats. Il ne s'agit pas seulement du résultat d'une élection. Il s'agit, ensuite, de la reconstruction de la pensée de gauche indispensable à la reconstruction d'un avenir pour notre pays.

**Marinette BACHE**

## NOTE DE LECTURE



Cet ouvrage militant écrit par trois auteurs (Julie Gervais, Claire Lemercier et Willy Pelletier) et paru en octobre 2021 aux éditions La Découverte rappelle ce qu'est le service public, son importance et le pourquoi de ses détracteurs. A quelques semaines de l'élection présidentielle il n'est pas inutile de comprendre pourquoi il faut le défendre comme le fait avec constance la Convergence pour la défense et le développement des services publics.

**Le CA de Réso**

# PLACE AU DEBAT

## Macron faux roi d'Europe

par Jean-Claude CHAILLEY



Ce 1<sup>er</sup> janvier le drapeau européen flotte sous l'Arc de triomphe. C'est un symbole politique du plus haut niveau : il n'y a que dans l'Union européenne qu'on a 2 drapeaux : le drapeau européen et les drapeaux nationaux, drapeau français, drapeau belge, ... Dans les autres pays du monde il n'y en a qu'un, que ce soient les Etats Unis, l'Inde, le Japon, le Mexique, l'Algérie, la Chine, l'Ouganda, ...

2 drapeaux, ça ne peut pas durer éternellement. Ce 1<sup>er</sup> janvier, prenant la présidence du Conseil de l'Union européenne,

Emmanuel Macron affiche de nouveau, au nom de la France, sa conviction **fédéraliste** : une fois l'Union européenne devenue Fédération ou Confédération européenne, **il ne resterait qu'un seul drapeau, le drapeau européen.**

**Dans le contexte de la présidentielle, le drapeau européen à l'Arc de triomphe, c'est aussi un cadeau à l'extrême droite en vue du 2<sup>ème</sup> tour** : il faudrait de nouveau voter Macron, non pas par adhésion à sa politique très largement rejetée, mais par crainte de Le Pen ou Zemmour. Mais Valérie Pécresse, tout aussi « européenne », se saisit de façon parfaitement démagogique du symbole. Macron se dépêche de retirer son drapeau, piteusement.

**Président au nom de la France du conseil de l'Union européenne, Jupiter se met en scène comme s'il avait pendant 6 mois (ou 4 mois) autant de pouvoir que la Vème République lui en donne en France. Il en rêve probablement, mais ce n'est pas le cas.**

C'est une présidence tournante de 6 mois dans une Union européenne à 27 pays, avec 4 institutions : le Conseil européen (les chefs d'Etat ou de gouvernement, président Charles Michels), le Conseil de l'Union européenne ou Conseil des ministres qui réunit les ministres (présidence France pour 6 mois), la Commission européenne (présidente Ursula von der Leyen), le Parlement européen (présidente Roberta Metsola).

**6 mois c'est peu. La présidence française s'inscrit dans un programme de 18 mois adopté le 10 décembre** pour les présidences française, tchèque et suédoise.

**Lorsque le 19 janvier Macron s'adresse au Parlement européen, le programme détaillé est déjà adopté.**

**Ce programme est totalement dans la continuité du traité de Lisbonne, du semestre européen, ... Il garantit la poursuite de l'austérité.**

**Il accentue le caractère fédéralise de l'Union européenne, notamment dans la santé « Europe health » (Union européenne de la santé), l'économique et social, mais aussi le numérique, l'industrie, le marché européen des capitaux, l'union bancaire, la transition écologique, les domaines régaliens, ... Couvrant presque tout il laisse peu de marge aux différents Etats.**

**C'est de fait le véritable programme de la présidentielle française, notamment de Macron et Pécresse, mais pas seulement, loin de là.**

**Le programme de 27 pages adopté le 10 décembre engageant les 18 mois des présidences, française, suédoise, tchèque.**

## I. INTRODUCTION

« **Les trois présidences** - la France, la République tchèque et la Suède - s'efforceront de trouver des solutions communes aux défis et tâches à venir. La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 constitue un défi sans précédent. **Le trio** mettra tout en œuvre pour permettre à l'Union de surmonter

le choc économique et social. Cet objectif sera atteint en mettant en œuvre le plan de relance, notamment en investissant dans les transitions écologique et numérique, en revitalisant le **marché unique**, en renforçant la résilience, la **compétitivité** et la **convergence** de l'UE et en assurant la **coordination** des politiques économiques en fonction du rythme et de la vigueur de la reprise pour **renforcer l'Union européenne**, y compris **l'Union économique et monétaire**.

C'est au nom de la « revitalisation du marché unique », de la « compétitivité », que tous les conquits sociaux sont démantelés : code du travail, protection sociale, services publics,...

**Dans ce cadre, le trio est également déterminé à protéger les droits des citoyens de l'Union et à défendre les valeurs que porte celle-ci. Les priorités définies dans le programme stratégique 2019-2024 restent pleinement pertinentes.** Dans le même temps, la pandémie et ses conséquences ont accentué et accéléré certains des défis auxquels l'UE doit faire face. **Le trio** s'efforcera dès lors de traiter l'ensemble de ces priorités et défis...

Parmi les défis qui se sont fait jour, la santé mérite une attention particulière. La pandémie actuelle a mis en évidence la nécessité d'une **union européenne de la santé**.

### **Europe health, l'union européenne de la santé**

Dans le traité de Lisbonne la santé est une compétence des Etats. Forte de ses coupes budgétaires supprimant la recherche sur les virus, de sa brillante coordination dans la gestion du Covid (!!!), de son refus de lever les brevets, l'Union européenne entend s'attribuer la santé sur le « modèle » du désastre des Etats Unis.

**Le trio** juge également important de donner un nouvel élan aux relations avec les partenaires stratégiques, y compris nos partenaires transatlantiques et les puissances émergentes.

**Les trois présidences** œuvreront également en faveur d'une politique de sécurité et de défense commune (PSDC) plus forte et axée sur les résultats à travers l'approbation et la mise en œuvre de la boussole stratégique... »

L'objectif est de fédéraliser de plus en plus le régaliens.

## **II PROTÉGER LES CITOYENS ET LES LIBERTÉS**

Respect et protection des valeurs communes de l'UE : démocratie, État de droit et droits fondamentaux.

### **Droit à l'avortement**

Mme Roberta Metsola, opposée au droit à l'IVG, a été élue présidente du parlement européen par 458 voix (droite conservatrice, social-démocratie, libéraux dont LAREM) sur 703 et 690 exprimés ;

C'est grave, près de 50 ans après la loi Veil, alors qu'il y a régression du droit à l'IVG dans nombre de pays du monde, aux Etats Unis, et y compris en Europe où elle est même quasi interdite en Pologne, à Malte, ...Quel symbole !

Migration, Schengen, coopération policière et judiciaire

On dénonce les murs au nom des valeurs lorsqu'ils sont construits par Trump, on en construit en Europe. Et Mme Péresse en demande encore plus ; doublant Mme Le Pen et M Zemmour, elle dénonce sur les médias l'invasion de « 40 millions de migrants » chaque année en Europe, grossière fake-news qu'elle sera contrainte d'abandonner.

### III DÉVELOPPER NOTRE BASE ÉCONOMIQUE : LE MODÈLE EUROPÉEN POUR L'AVENIR

« Assurer une relance efficace au service d'une croissance verte et durable »  
 « Renforcer le marché unique et élaborer une politique industrielle affirmée, globale et coordonnée pour stimuler la croissance et l'innovation ».  
 « Accompagner la transformation numérique et en tirer pleinement parti ».  
 « Approfondissement de l'Union économique et monétaire et questions relatives aux services financiers, au droit des sociétés et à la gouvernance d'entreprise..., notamment « l'achèvement de l'union bancaire et à la réalisation de progrès sur la voie d'une véritable union des marchés des capitaux ».  
 Accroître l'autonomie et la compétitivité de l'UE dans le secteur spatial.  
 Soutenir la recherche, l'éducation et notre jeunesse.  
 Soutenir le développement des régions.  
 Renforcer la protection des consommateurs.  
 Mettre la culture sur le devant de la scène.  
 Renforcer et promouvoir le tourisme dans l'UE.

### IV CONSTRUIRE UNE EUROPE NEUTRE POUR LE CLIMAT, ÉCOLOGIQUE, ÉQUITABLE ET SOCIALE

Construire une Europe neutre pour le climat et écologique.  
 Construire une Europe équitable et sociale... dans le cadre du semestre européen.  
 Construire une Europe qui protège la santé.

### V PROMOUVOIR LES INTÉRÊTS ET LES VALEURS DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Défendre et promouvoir le multilatéralisme et faire face aux défis majeurs et aux crises internationales.  
 Commerce... fondé sur un programme de libre-échange ambitieux et équilibré, centré sur l'OMC, et complété par un programme commercial bilatéral, tout en protégeant l'Union européenne des pratiques déloyales et abusives et en assurant la réciprocité.  
 Relations avec les partenaires.  
 Le voisinage de l'UE.  
 Le trio mettra en œuvre une approche stratégique à l'égard des Balkans occidentaux... Afrique, Amériques (programme transatlantique commun avec les Etats-Unis...), Asie-Pacifique (relations avec la Chine, l'Inde).  
 Connectivité.  
 Développement de l'aide humanitaire.  
 Sécurité et défense.

► **Lorsque le 19 janvier Emmanuel Macron s'adresse au Parlement européen, c'est de fait ce programme qu'il déroule, avec force références aux « valeurs » de l'Union européenne**

**C'est donc bien un programme complet, fédéraliste, dans un contexte où les coopérations entre Etats seraient possibles et nécessaires, mais où le fédéralisme n'est pas possible : il y a un obstacle de taille : il n'y a pas de peuple européen, et ça nourrit l'extrême-droite.**

Aux Etats-Unis on a la même monnaie. On vote pour un(e) président(e) issu(e) de n'importe quel Etat. En Europe on a plusieurs monnaies, et on élit un(e) président(e) issu(e) uniquement de son propre pays, pas d'un autre pays.

**Nier cette réalité ouvre un immense espace politique à la droite extrême et aux formations d'extrême droite qui montent ou sont au pouvoir partout en Europe.**

Ça leur permet de s'auto attribuer une prétendue défense de la Nation, voire de la République, qui n'est qu'un retour au nationalisme, au racisme et à l'antisémitisme, qui ont tant détruit au 20<sup>ème</sup> siècle.

## L'extrême droite officiellement ralliée à l'Union européenne

L'extrême droite est au service du patronat, des multinationales et de leurs actionnaires : Zemmour a été lancé comme une savonnette par CNews, BFM,..., les Bolloré, Drahi,...

Les sondages lancés très loin de l'élection font semblant d'ignorer les non réponses, l'abstention pourtant massive lors des régionales. Il faut nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative à la « droitisation » et à « l'extrême droitisation » de la société française.

Pourtant, les préoccupations des Français sont surtout le salaire, le pouvoir d'achat, la protection sociale, avoir une nourriture et une planète vivables.

La démagogie, le racisme et l'antisémitisme, la « sécurité », masquent que l'extrême-droite est au service d'une partie des grands patrons favorable à l'instauration d'un régime autoritaire pour faire taire l'opposition, les syndicats, les associations qui déplaisent.

Il est significatif que Le Pen et Zemmour font semblant d'augmenter les salaires, non seulement sans les augmenter (baisse des cotisations « patronales » qui sont une partie des salaires), mais en détruisant la Sécurité sociale, principal acquis encore debout des salarié-e-s, de la population.

Le patronat européen, comme le MEDEF, est attaché à l'Union européenne, à son grand marché. La contradiction avec le Front national qui s'affichait comme partisan de la sortie de l'euro, de l'Union européenne, a fini par devenir intenable. L'extrême-droite a donc abandonné son discours, qui était d'ailleurs fort ambigu, sur la sortie de l'Union européenne, de l'euro.

Pour que ça ne se voie pas trop, ils parlent maintenant de défense de la « civilisation européenne », « chrétienne », menacée de « grand remplacement ». Pure démagogie, tentative de lavage de cerveau des dirigeants de grandes multinationales qui possèdent ou influent sur tous les grands médias.

## Emmanuel Macron joue le Jupiter de l'Union européenne

En France la Constitution, renforcée par la concomitance de l'élection présidentielle et des législatives, puis par l'interdiction de cumul des mandats de député et maire, lui donne énormément de pouvoir. En 2017 les député-e-s Larem ont été recruté-e-s par un processus d'embauche comme dans une entreprise.

Ce n'est pas le cas en Europe de plus en plus fédéralisée. Là c'est la Commission européenne, une législation tentaculaire, qui s'impose aux Etats... Et Macron, Péresse, la social-démocratie,... veulent encore plus de fédéralisme... dont la France est victime. La désindustrialisation, le déficit de la balance commerciale, l'attestent.

Après on s'étonnera de l'abstention, qu'on tente de réduire par peur du fascisme.

## NOTE DE LECTURE

### « L'Impasse » de Kamel Bencheikh



Abdelkader, le héros, est un intellectuel qui réussit à s'évader du pénitencier de Lambèse situé dans les Aurès. À force de volonté et de ténacité, le jeune homme parvient à traverser les massifs de l'est algérien, les hauts-plateaux sétifiens et les

montagnes kabyles jusqu'à arriver sur le port de la capitale d'où il embarque pour Marseille. Toute l'histoire se passe à la fin de l'année 1958, en plein cœur de la guerre de libération nationale. Abdelkader n'est pas seulement un combattant de la liberté, il personnifie le futur de ce pays pour lequel il se bat. Dans ses longues nuits de solitude, dans sa marche forcée à travers les paysages grandioses de ce pays, il rêve d'une Algérie fraternelle qui mettrait tous ses citoyens sur un plan d'égalité.

« Ce n'est pas la foi en Allah, mes frères, qui fait la force de l'homme, mais bien la science, la culture, son ouverture d'esprit, ses convictions, sa vision du monde. » Dans ce personnage d'Abdelkader, un vigoureux et infatigable résistant, Kamel Bencheikh a voulu évidemment en faire l'emblème de l'Algérie future, la nouvelle citoyenneté, la nouvelle nation, faite de raison et de culture.

La nuit qui s'est abattue sur l'Algérie s'est poursuivie dans la guerre des clans. Dans ce pays, la vie sociale et les rêves ont été nationalisés, les oiseaux ont été interdits de chant, les poètes d'écrire des chansons. À la recherche d'un monde harmonieux, Abdelkader marche et continue d'avancer, mû par l'espoir de reconstruire un monde... Fabuleux !

Il faut lire « L'Impasse » et se laisser pénétrer par ce chant profond qui parle du désenchantement de tout un peuple.



# ACTUALITE SOCIALE



## Manifeste en faveur d'une meilleure inclusion bancaire des populations et des territoires

Par Loïc DAGUZAN  
Animateur du Collectif Poste  
de Convergence Services Publics

A l'initiative de Convergence Services Publics, plusieurs organisations syndicales du secteur financier (banques et Poste) et une association de consommateurs (INDECOSA-CGT) ont travaillé de concert pour élaborer un Manifeste en faveur d'une meilleure inclusion bancaire des populations et des territoires ([document téléchargeable sur le site de Convergence Services Publics](#)).

Ce manifeste est aujourd'hui cosigné par près de 50 organisations associatives, syndicales et politiques (la liste complète de ces organisations apparaît en page de couverture du manifeste).

Ce rassemblement d'organisations sans précédent autour de la question de la lutte contre l'exclusion bancaire correspond au fait que ce manifeste a adopté une approche largement ignorée jusqu'ici.

De manière traditionnelle, la lutte contre l'exclusion bancaire est analysée et débattue, notamment au parlement ou par les associations de lutte contre l'exclusion, sous un angle unique : les réponses à apporter aux difficultés d'accès aux services bancaires rencontrées par les populations financièrement fragiles.

Sans négliger les dispositifs existants en faveur de ces populations (droit au compte bancaire, offre spécifique pour la clientèle fragile, Livret A de la Banque postale ...) qu'il convient d'approfondir comme le souligne également un rapport de la Cour des comptes de mars 2021 ; le manifeste aborde une question essentielle : l'accessibilité bancaire d'un point de vue géographique.

Cette question est d'autant plus sensible, en métropole et outremer, que nous nous trouvons dans une période

- où les banques, quel que soit leur statut juridique, programment la fermeture de plusieurs milliers d'agences bancaires et de distributeurs automatiques de billets dans les années à venir ;
- où la Poste entend intensifier sa politique de fermeture de bureaux de poste ;
- et où la Banque de France ne cesse de se désengager du territoire.

De plus, ce manifeste touche à des questions très sensibles relatives au pouvoir d'achat des ménages notamment les plus modestes (plafonnement des frais d'incidents bancaires, frais de découvert ...) qui font régulièrement l'objet d'articles à charge dans la presse écrite, radio et télévisée et d'initiatives de divers groupes politiques avec lesquels les initiateurs de ce manifeste sont en train de prendre contact en vue d'obtenir des avancées législatives. Affaire à suivre ...

## COUP DE GUEULE

**Allo, la société « X » ? J'ai besoin d'un conseil...**

*Par Pierre KERDRAON*

Il y a quelques jours, le Premier ministre, Jean Castex, demandait aux ministères de ne recourir aux cabinets de conseil que de façon limitée. Il est vrai que les sommes dépensées au cours de ces dernières années auprès de sociétés de conseils privées donnent le tournis.

600 millions, 1,2 milliards ? Peu importe le chiffre exact. Dans tous les cas, c'est une somme colossale que le gouvernement mais aussi les administrations et les collectivités territoriales consacrent à l'achat de « conseils » auprès d'entreprises privées, parfois étrangères. Tout cela bien sûr largement rémunéré. Comme si l'Etat ne disposait pas de fonctionnaires capables de préparer un projet de loi sur l'éducation ou de réfléchir par exemple à la crise sanitaire. On ne peut qu'être d'accord avec la députée communiste Eliane Assassi qui s'étonne ainsi d'une commande faite au cabinet Cirvell pour « évaluer les stocks de masques ». Etait-il besoin de consulter la banque Mac Kinsley pour réfléchir aux évolutions du secteur de l'enseignement ? Ou de demander à une boîte privée de fournir une revue de presse quotidienne ? 600 millions c'est ce que coûterait la rémunération de 20 000 personnes payées 2 500 € bruts pendant un an !

Pourquoi ne pas faire appel à des hauts fonctionnaires qui ont la compétence nécessaire pour pondre notes et textes de lois ?

Ah, c'est vrai, Macron n'aime pas l'ENA qu'il a remplacée par l'Institut National du

Service Public depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année.

Mais il faudra attendre quelques années avant que les nouveaux élèves démontrent qu'ils sont plus capables que les anciens énarques. Si on peut reprocher la pratique du « parapluie » chez ces derniers, rien ne permet de mettre en doute leurs compétences techniques.

La crise sanitaire a fortement accéléré la demande de conseils de la part du gouvernement. On ne peut pas dire que l'efficacité a été au rendez-vous.

Oh, bien sûr, les cabinets privés ne sont pas les seuls fautifs dans la gestion erratique dont l'Education nationale nous a donné un exemple au début de cette année.

On attend aussi des ministres qu'ils soient compétents et capables d'anticiper les problèmes et de les résoudre.

Et puis rien n'interdit de développer la compétence des collaborateurs, y compris dans des domaines pointus comme l'informatique.

Je me souviens d'un temps où les informaticiens français étaient réputés pour leur savoir-faire. Hélas, à force d'être payés avec des lance-pierres, les meilleurs sont partis sous d'autres cieux et n'ont pas été remplacés. La compétence, ça se paye mais il vaut mieux qu'elle soit « maison » qu'exportée !

## VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel :

[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice

de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à** : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)